

Nouvelles acquisitions : mars 2023

Cote : [A 16/393](#)



livre, texte
Mélanges et hommages

Redelijk eigenzinnig... : liber amicorum Eric Brewaeys, Philippe Colle, Erna Guldix en Bruno Maes

Alofs, Elisabeth (éditeur intellectuel); Maes, Bruno, avocat (personne honorée); Brewaeys, Eric (personne honorée); Colle, Philippe, 19-...., juriste (personne honorée); Guldix, Erna (personne honorée); Goossens, Elise (éditeur intellectuel); Van Doninck, Jachin (éditeur intellectuel); Byttebier, Koen, 1966-.... (éditeur intellectuel)

Herentals : Knopsublishing, 2022

1126 pages

Een boeiende uitgave met meer dan 60 wetenschappelijke bijdragen over verschillende vakgebieden heen. Een waardig eerbetoon aan vier VUB-professoren, Eric Brewaeys, Philippe Colle, Erna Guldix en Bruno Maes, die na een rijkgevulde loopbaan toegelaten werden tot het emeritaat.

De professoren Eric Brewaeys, Philippe Colle, Erna Guldix en Bruno Maes werden na een rijkgevulde loopbaan aan de VUB toegelaten tot het emeritaat. Als dankbetuiging en blijk van waardering aan dit redelijk eigenzinnig viertal bieden de collega's van de vakgroep Privaat- en Economisch Recht hen graag een liber amicorum aan.

De gevierden hebben generaties juristen wegwijs gemaakt in het gerechtelijk recht (Eric Brewaeys en Bruno Maes), het handels-, vennootschaps- en verzekeringsrecht (Philippe Colle), en het personen-, familie-, gezondheids- en internationaal privaatrecht (Erna Guldix) en schreven vele gezaghebbende publicaties in hun vakgebied.

In beste VUB-traditie combineerden zij daarbij steeds een uitgebreide academische expertise met een maatschappelijk engagement en oog voor de behoeften van de praktijk. Eric Brewaeys eerst als advocaat en later als voorzitter van de Vlaamse Regulator voor de Media en staatsraad, Philippe Colle aanvankelijk als advocaat aan de balie van Brussel en later, o.m., als gedelegeerd bestuurder van Assuralia en bestuurder van het VBO, en Bruno Maes als advocaat en later stafhouder van de balie bij het Hof van Cassatie. Erna Guldix verrichtte pionierswerk bij de juridische omkadering van de medisch begeleide voortplanting, was advocaat en bekleedde tevens lange tijd de hoedanigheid van plaatsvervangend vrederechter.

In dit liber amicorum brengen vrienden, collega's en (oud-)medewerkers hulde aan de gevierden. Zij doen dit met wetenschappelijke bijdragen die aanknopen bij het werk van de gevierden en de nieuwste juridische ontwikkelingen belichten. De diversiteit aan auteurs en thema's in dit liber zijn een passend eerbetoon aan de gevierden.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote A 16/393
Code-barres 20304959
Statut ● disponible

B 10 Œuvres de caractère général

Cote : [B 19/132](#)



livre, texte

Les principes généraux du droit privé

Van Meerbeek, Jérémie (éditeur intellectuel)

Limal : Anthemis, 2023

639 pages

Une analyse panoramique des principes généraux du droit privé qui met en avant leur portée et leur impact

L'ouvrage a pour ambition de faire le point sur les principes généraux du droit privé. Leur importance en tant que norme de droit positif est indéniable, comme en atteste la consécration de certains d'entre eux dans le nouveau Code civil.

Après une présentation de la notion de principe général du droit, la plupart des principes qui ont vocation à régir le droit privé sont analysés : l'abus de droit, l'enrichissement sans cause (devenu injustifié), *Fraus omnia corrumpit*, les troubles de voisinage mais également, quoique traditionnellement rattaché au droit public, le principe d'égalité et de non-discrimination.

Sont ensuite présentées des notions de notre ordre juridique qui n'ont pas – ou pas encore – accédé à ce statut, comme la théorie de l'apparence ou la maxime *nemo plus juris*. Les exposés tentent de mettre en lumière, outre une brève contextualisation historique, la portée de chacun des sujets abordés au regard de l'état du droit positif, en ce compris la jurisprudence la plus récente et les dernières réformes législatives.

L'ouvrage reprend également des contributions dédiées à d'autres principes généraux du droit : le concept fondamental de bonne foi, l'exception d'inexécution, le droit de résiliation unilatérale des contrats à durée indéterminée, le principe de mise en demeure préalable, l'interdiction de se porter contrepartie ; mais également à d'autres théories ou adages qui pourraient prétendre un jour à ce statut : l'adage *lex specialis derogat generali*, la règle selon laquelle l'erreur de calcul doit être réparée, la théorie de la lésion qualifiée.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote B 19/132
Code-barres 20304971
Note générale Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut ● disponible

B 30 Droit civil

Cote : [B 30/82](#)



livre, texte

Tables de concordance commentées : Livre 2, Titre 3 et Livre 4 du Code civil

Boone, Katrijn (auteur); Aughuet, Charlotte (auteur)

Limal : Anthemis, 2023

101 pages

Collection [Précis de la Faculté de Droit et de Criminologie de l'Université libre de Bruxelles](#)

La loi du 19 janvier 2022 portant le Livre 2, Titre 3, « Les relations patrimoniales des couples » du Code civil et le Livre 4 « Les successions, donations et testaments » du Code civil a été publiée au Moniteur belge du 14 mars 2022 et est entrée en vigueur le 1er juillet 2022.

L'objectif principal de cette loi est de « codifier » le Livre 2, Titre 3 et le Livre 4 du Code civil, ce qui implique notamment de modifier la numérotation, l'ordre et, plus généralement, la présentation des dispositions à codifier, mais également d'adapter la rédaction de celles-ci, dans un souci d'en assurer la concordance et la cohérence.

Au-delà de ce travail de codification au sens strict, la loi apporte également un certain nombre de modifications de fond à la matière des régimes matrimoniaux, des successions et des libéralités.

Afin de mettre à la disposition des praticiens concernés par cette matière un outil de travail efficace, Charlotte Aughuet et Katrijn Boone, juristes à la Fédération Royale du Notariat belge (FEDNOT), ont réalisé les tables de concordance contenues dans le présent ouvrage, qui établissent la correspondance entre les dispositions de l'ancien Code civil et les dispositions nouvellement numérotées, et inversement.

Ces tables comprennent, en outre, au regard de chaque disposition, un bref commentaire indiquant si, par rapport à la disposition ancienne, la disposition nouvelle est inchangée, ou si elle a fait l'objet d'une modification de forme ou d'une modification de fond.

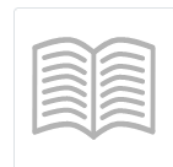
Cette mention permettra aux lecteurs d'appréhender rapidement, article par article, l'impact de la codification.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote	B 30/82
Code-barres	20304963
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut	● disponible

Cote : [B 33/91](#)



livre, texte

Évolutions récentes du droit patrimonial de la famille : réformes, jurisprudence et codification

Barnich, Laurent (éditeur intellectuel); Van Molle, Matthieu (éditeur intellectuel)

Limal : Anthemis, 2023

335 pages

Le droit patrimonial de la famille a connu de nombreuses évolutions au cours des dernières années. Au fil des réformes, dont le mouvement s'est initié dès les années 2012 et suivantes, puis de la loi du 19 janvier 2022 contenant la codification des livres 4 et 2.3 du Code civil, la matière a connu de grandes modifications, parfois de véritables bouleversements. La jurisprudence a, dans le même temps, continué son travail indispensable d'interprétation de la loi. L'équipe du Master en notariat de l'ULB a estimé qu'il était dès lors temps de marquer une étape dans ce voyage, afin de procéder à la mise au point sur le chemin parcouru.

Tout d'abord, Charlotte Aughuet dresse le panorama du travail de codification du livre 4 du Code civil, consacré aux successions et libéralités. Les professeurs Hélène Casman et Frédéric Lalière étudient à leur tour la situation de l'héritier réservataire confronté à un cohéritier institué légataire universel.

Alexandra Demortier et Silvia Pfeiff effectuent un tour d'horizon des questions pratiques posées par les donations : la détermination exacte de leur objet ; la possibilité de procéder à leur résolution ; leur sort entre époux et les perspectives du droit international privé.

Laurent Barnich réalise, quant à lui, le portrait de l'acte d'hérédité dressé pour établir la preuve d'une transmission successorale d'immeubles.

Par la suite, le nouveau concept de conventions matrimoniales, généralisé par la loi de codification, leurs effets et plus généralement l'évolution de leur régime, est approfondi par Jim Sauvage.

Philippe De Page illustre à son tour les changements de perspectives de la question relative aux biens professionnels dans le régime légal. Ensuite, Alain-Charles Van Gysel se penche sur la question de l'usufruit du conjoint survivant.

Pour terminer, la notion d'avantages matrimoniaux, qui a connu de nombreux développements ces dix dernières années, fait l'objet d'une synthèse pratique par Matthieu Van Molle.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote	B 33/91
Code-barres	20304970
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut	● disponible

Cote : [B 34/106](#)



livre, texte

Les successions

Van Gysel, Alain-Charles, 1960-.... (auteur); Lalière, Frédéric, 19-.... (auteur); Wyart, Vincent (auteur)

Limal : Anthemis, 2023

486 pages

Edition 2023

Collection Précis de la Faculté de Droit et de Criminologie de l'Université libre de Bruxelles

Le droit des successions revisité après la réforme du Code civil

Le présent ouvrage propose au public une vue à la fois complète, analytique et pédagogique de l'institution du droit des successions dans le droit belge, tel qu'il apparaît après les lois des 31 juillet 2017 et 22 juillet 2018 qui ont réformé en profondeur ce domaine juridique, et la recodification du droit civil, particulièrement le Livre 4, intitulé « Les successions, donations et testaments », entré en vigueur le 1er juillet 2022.

Ce précis traite des matières suivantes :

Première partie : la dévolution légale de la succession

Deuxième partie : les libéralités en rapport avec la dévolution générale des actifs successoraux

Troisième partie : la réserve héréditaire et l'action en réduction

Quatrième partie : le rapport des libéralités

Chapitre commun à la réserve et au rapport : les dates de valeur

Cinquième partie : la transmission du passif successoral

Sixième partie : l'appréhension de la possession et de la propriété des biens successoraux, ainsi que des éléments relatifs à la liquidation et au partage, et à la conversion de l'usufruit

Septième partie : les dispositions transitoires et l'application de la réforme dans le temps

Des tables de concordance entre les anciens et nouveaux articles des livres 2.3 et 4 du Code civil, instruments qui seront longtemps encore nécessaires au praticien, sont publiées en parallèle du présent ouvrage.

Obtenir

Description

▼ UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote	B 34/106
Code-barres	20304964
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut	● disponible

C 35 Droit de la consommation

Cote : [C 35/108 Réserve](#)



livre, texte

Actualités en droit de la consommation

Jacquemin, Hervé, 1978-...., juriste (éditeur intellectuel)

Limal : Anthemis, 2023

262 pages

Collection Commission Université-Palais. CUP; vol. 220

Vers une protection renforcée des consommateurs et utilisateurs de plateformes

Le cadre normatif applicable aux consommateurs, dans leurs relations avec des entreprises, a été fortement modifié en 2022, pour transposer en droit belge les directives 2019/770 et 2019/771 ainsi que la directive Omnibus.

Les règles en matière de garantie légale, figurant dans l'ancien Code civil, ont ainsi été amendées et étendues aux contenus et aux services numériques.

Dans le Code de droit économique, les principales nouveautés concernent les obligations de transparence, le droit de rétractation, les annonces de réduction de prix et les sanctions administratives (livre VI et livre XV).

Parmi les entreprises du numérique, les plateformes sont visées par ces nouvelles obligations, outre qu'elles doivent aussi tenir compte, comme d'autres intermédiaires de services de la société de l'information, de l'adoption du règlement sur les services numériques (Digital Services Act – D.S.A.).

Enfin, sur le plan procédural, on doit s'attendre à d'autres changements à brève échéance, pour transposer la directive 2020/1828 relative aux actions représentatives visant à protéger les intérêts collectifs des consommateurs.

L'objectif de ce volume de la CUP est de présenter ces nouvelles règles, en mettant l'accent sur leurs conséquences concrètes et sur la manière de les intégrer au mieux dans la pratique des entreprises.

Obtenir

Description

▼ UNamur - Droit: Bibliothèque A consulter sur place 1 exemplaire

Cote	C 35/108 Réserve
Code-barres	20304969
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut	● disponible

D 11 Droit pénal spécial

Cote : [D 111/76](#)



livre, texte

La voiture et le droit : aspects de droit pénal, social, commercial et fiscal

Assaf, Carole (contributeur - collaborateur); [Berbuto, Sandra](#) (contributeur - collaborateur); Bouchoms, Jean-Christophe (contributeur - collaborateur)

Limal : Anthemis, 2023

280 pages

L'automobile est devenue un véhicule incontournable de notre civilisation moderne. Plus qu'un moyen de transport, elle a pu symboliser un outil de liberté individuelle, un marqueur social, une rémunération, etc. Elle est donc au cœur du quotidien d'un grand nombre de personnes.

Aujourd'hui, la multiplication des automobiles est devenue un véritable défi pour nos sociétés. Son développement a généré d'importantes difficultés, que ce soit au niveau de la sécurité routière, au niveau écologique ou au niveau de la mobilité.

La volonté du Bulletin Juridique & Social a donc été de consacrer cet ouvrage à certains aspects juridiques de l'utilisation de la voiture.

Dans l'optique de l'interdisciplinarité du Bulletin seront notamment développés des sujets : de droit pénal (car-jacking, déchéance du droit de conduire, usage d'un véhicule pour commettre une infraction, etc.) ; de droit social (responsabilités civile et pénale des travailleurs et employeurs, aspects rémunérateurs, car policy, etc.) ; de droit commercial (financement et vente) ; de droit fiscal (fiscalité des avantages en nature, budget mobilité, etc.) ; et de droit de l'énergie (l'intégration des véhicules électriques dans le marché de l'électricité).

Obtenir

Description

▼ UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote D 111/76
Code-barres 20304962
Note générale Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut ● disponible

D 12 Procédure pénale

Cote : [D 120/47 Réserve](#)



livre, texte

Principes de procédure pénale

[Michiels, Olivier](#) (auteur); [Falque, Géraldine](#) (auteur)

Bruxelles : Larcier, 2023

948 pages

2e édition

Collection [Collection de la Faculté de droit de l'Université de Liège](#)

Comme l'écrivait le juriste italien G.D. Pisapia « si vous débarquez dans un pays inconnu et si vous désirez savoir si, dans ce pays, les libertés civiles sont protégées, demandez à voir son Code de procédure pénale ». La procédure pénale a, assurément, valeur de garantie des droits fondamentaux des justiciables confrontés aux juridictions répressives. Son importance n'est plus à démontrer tant, par une pénalisation croissante des comportements humains, elle s'est s'immiscée dans de nombreuses branches du droit. Devenue une discipline en tant que telle, la procédure pénale mérite, dès lors, une attention toute particulière.

Pour y parvenir, les auteurs ont remanié de nombreux passages de l'ouvrage pour en améliorer la structure, la compréhension et les pistes de réflexion et d'approfondissement. Ils ont encore intégré de nouveaux sujets présentant un lien immédiat avec la pratique et la formation exigée d'un futur juriste. Ce manuel est successivement décliné sous forme de titres qui s'attachent à l'étude de l'action publique, l'action civile, l'information préliminaire, l'instruction, la détention préventive, la procédure au fond, le jugement, les voies de recours, l'exécution des décisions pénales, l'exécution des décisions civiles, les procédures particulières, les droits de la défense et les aspects internationaux de la procédure pénale.

Cette deuxième édition de Principes de procédure pénale s'inscrit résolument dans la volonté des auteurs de mettre à la disposition de son public un ouvrage d'accès immédiat, d'une lecture aisée et qui présente, de manière rigoureuse et didactique, les fondamentaux de la procédure pénale.

Obtenir

Description

▼ UNamur - Droit: Bibliothèque A consulter sur place 1 exemplaire

Cote D 120/47 Réserve
Code-barres 20304978
Note générale Ouvrage à demander au comptoir - Egalement disponible en ligne sur Strada Lex
Statut ● disponible

Cote : [D 126/18](#)



livre, texte

Victimes d'attentats en Belgique

Gérard, Valérie (auteur); Fagnart, Jean-Luc (auteur d'une préface)

Limal : Anthemis, 2023

264 pages

Les attentats du 22 mars 2016 ont mis la Belgique à feu et à sang. Qu'en est-il des indemnités ?

Les attentats du 22 mars 2016, directement identifiés comme étant d'origine terroriste, ont mis la Belgique à feu et à sang. Ce 22 mars 2023 sera la septième année de commémoration des nombreuses victimes des attentats terroristes meurtriers de Bruxelles. Malgré la prise de conscience du gouvernement à l'égard de l'ampleur de la menace terroriste et de ses conséquences en termes de dégâts humains, la Belgique laisse l'indemnisation au secteur des entreprises d'assurance qui a aussi des objectifs de rentabilité.

Le cadre législatif actuel demande de jongler avec une multitude de textes pour décortiquer les aides et indemnités dont peuvent bénéficier les victimes du terrorisme. Ces dernières doivent ainsi déambuler entre : les assurances, la Commission pour l'aide financière aux victimes d'actes intentionnels de violence, le volet statut de solidarité nationale, avec dans certains cas la difficulté de comprendre la coexistence de ces différents interlocuteurs dès lors qu'une victime ne peut être indemnisée deux fois pour un même dommage.

Cet ouvrage, à destination tant des professionnels du droit que de toute personne travaillant auprès des victimes d'attentats, a pour vocation de fournir au lecteur à la fois : une présentation critique des outils mis en place par le législateur ; une présentation des initiatives gouvernementales en cours en matière d'aide et d'indemnisation de victimes d'attentats en Belgique.

Il offre également un recueil contenant des repères juridiques, à la lumière : du rapport de la commission d'enquête parlementaire « attentats », des travaux préparatoires, de la jurisprudence, de la doctrine.

Il reprend tant les règles de calcul des pensions de dédommagement que des tableaux, des schémas et des mémos pour faciliter l'analyse et fait également référence aux nouvelles aides accordées aux victimes du terrorisme.

Une présentation des différents interlocuteurs et des différentes procédures auxquelles sont confrontées ces victimes y est faite pour permettre au lecteur d'avoir un aperçu des différentes règles et conditions applicables.

Obtenir

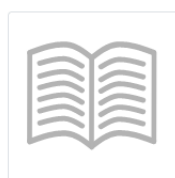
Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Emprutable 1 exemplaire

Cote	D 126/18
Code-barres	20304973
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut	● disponible

D 20 Droit social

Cote : [D 21/400](#)



livre, texte

La flexibilité du travail

Rijckaert, Olivier, avocat (éditeur intellectuel); Deguelre, Maureen (auteur, contributeur - collaborateur); Devloo, Karel (contributeur - collaborateur)

Liège : Wolters Kluwer, 2023

334 pages

Collection Études pratiques de droit social; 2022, no. 6

Le marché du travail et la vie de l'entreprise témoignent d'un besoin, sans cesse grandissant, de flexibilité. Celle-ci peut se manifester à deux niveaux :

La flexibilité structurelle porte sur le cadre que les parties choisissent pour construire leur relation de travail : la durée de la relation contractuelle, le volume des prestations de travail, le lieu où le travail est exécuté et l'éventuelle coopération avec un tiers ;

La flexibilité organisationnelle porte sur le nombre d'heures et les moments où les travailleurs peuvent travailler : le champ d'application de la législation sur le temps de travail, les limites à la durée normale de travail, les dérogations à ces limites, les repos compensatoires et les sursalaires, les repos et les pauses, le travail dominical, le travail pendant les jours fériés et le travail de nuit.

L'approche pratique de cet ouvrage se reflète dans de nombreux exemples concrets, tableaux récapitulatifs et schémas.

Obtenir

Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Emprutable 1 exemplaire

Cote	D 21/400
Code-barres	20304958
Statut	● disponible

Cote : [D 21/401](#)



livre, texte

La rupture du contrat de travail moyennant indemnité : une approche pratique et jurisprudentielle

Paternostre, Baudouin (auteur); Paternostre, Marie-Caroline, 19...-...., juriste (contributeur - collaborateur)

Liège : Wolters Kluwer, 2023

356 pages

Collection Études pratiques de droit social; 2013, no. 1

Outre moyennant préavis ou pour motif grave, un contrat de travail conclu pour une durée déterminée ou pour une durée indéterminée peut, à tout stade de son exécution, être rompu moyennant indemnité tant par l'employeur (licenciement) que par le travailleur (démission).

Modalité du congé ou sanction d'une rupture irrégulière, l'indemnité (compensatoire ou complémentaire de préavis) est égale à la rémunération en cours correspondant soit à la durée du délai de préavis, soit à la partie de ce délai restant à courir. Elle comprend non seulement la rémunération en cours mais aussi les avantages acquis en vertu du contrat (prime de fin d'année, pécule de vacances, assurances, GSM, ordinateur, véhicule de société, titres-repas, stock-options, etc). Cette rémunération est celle, brute et annuelle, revenant au travailleur sauf exceptions (ex : congé parental) au jour du congé.

Fruit d'une décision définitive et unilatérale, le congé moyennant indemnité n'est soumis à aucune règle de forme et sort immédiatement ses effets. L'indemnité dont le paiement peut par exception être échelonnée est forfaitaire et passible de cotisations sociales. Des règles régissent son cumul avec d'autres indemnités et diverses prestations sociales.

Obtenir

Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote D 21/401
Code-barres 20304968
Statut ● disponible

D 40 Droit des professions

Cote : [D 40/141 Réserve](#)



livre, texte

Le secret professionnel

Fransen, Vanessa, 19...-.... (éditeur intellectuel); Henry, Patrick (éditeur intellectuel); Masset, Adrien, 1960-.... (éditeur intellectuel); Colette-Basacqz, Nathalie, 1969-.... (contributeur - collaborateur)

Liège : Anthemis, 2023

296 pages

Collection Commission Université-Palais. CUP; vol. 219

Le secret professionnel est peut-être le buisson d'épines du droit pénal.

À un rythme plus ou moins soutenu, il s'impose d'actualiser notre compréhension de cette institution qui se veut à la fois protectrice des secrets dont la révélation est sanctionnée pénalement et garante des droits et libertés qu'elle défend contre l'avancée des impératifs de transparence ou de lutte contre la criminalité. L'influence de plus en plus tangible du droit européen, pénal ou autre, rend cette actualisation d'autant plus nécessaire.

Le présent ouvrage offre ainsi un voyage au cœur et aux confins de la matière :

Les personnes vulnérables sont-elles encore protégées par le secret médical ? ; Quelle protection doit-on assurer aux lanceurs d'alerte ? ; Quelles digues la lutte contre le blanchiment a-t-elle fait céder ? ; Que reste-t-il du secret professionnel éprouvé par le recours aux perquisitions ? ; Le dialogue singulier entre le parquet de cassation et le conseiller-rapporteur doit-il céder face aux impératifs de transparence ? ; Quelle plus-value attendre de la publicité diffuse des décisions de justice en déséquilibre avec le droit au respect de la vie privée et le droit de la protection des données à caractère personnel ?

Toutes ces questions, parfois anciennes, souvent nouvelles, toujours actualisées, sont abordées par des experts académiques et professionnels au travers de six contributions. Une septième clôture ce volume par une réflexion plus fondamentale sur les métamorphoses du secret professionnel.

Obtenir

Description

UNamur - Droit: Bibliothèque A consulter sur place 1 exemplaire

Cote D 40/141 Réserve
Code-barres 20304965
Note générale Ouvrage à demander au comptoir - Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut ● disponible

Cote : [D 40/141](#)



livre, texte

De justice à justesse : être avocat autrement

Evrard, Séverine (auteur)

Limal : Anthemis, 2023

195 pages

Ce livre propose aux avocats de retrouver le sens profond de leur métier, en plaçant la personne au coeur de la résolution du conflit.

Face au constat que la pratique traditionnelle du métier est vouée à l'extinction, l'auteure plaide pour réinventer le métier d'avocat en adoptant une nouvelle posture, guidée par plus d'ouverture à l'autre, plus de dialogue, d'inclusion et de collaboration avec le client dans le règlement du conflit, et en sortant d'une vision binaire de celui-ci.

L'originalité du livre tient dans le fait d'établir un pont entre deux mondes, traditionnellement séparés, celui du droit et du développement personnel pour les réconcilier dans une pratique holistique de résolution des conflits. Dans cette dimension qui touche les aspects juridique, émotionnel et personnel du conflit, avocat comme client sont amenés à saisir l'occasion du conflit pour grandir à titre personnel.

Obtenir

Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote	D 40/141
Code-barres	20304972
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut	● disponible

Droit public, droit administratif, droit constitutionnel et VS

DA 3 Contrats administratifs

Cote : [DA 3/56](#)



livre, texte

Mémento des marchés publics et PPP 2023

Thiel, Patrick (auteur)

Liège : Wolters Kluwer, 2023

2 volumes (1019 pages, 673 pages)

22e édition revue et augmentée

Le Mémento des marchés publics et des PPP présente de manière claire et structurée la méthode des pouvoirs publics pour effectuer des travaux, acheter des biens et des services ou réaliser des opérations analogues.

Il expose aussi les principales techniques de Partenariat Public-Privé, phénomène d'intérêt croissant permettant de réaliser des objectifs d'intérêt public qui appréhendent... [Montrer plus...](#)

Belgique

Obtenir

Description

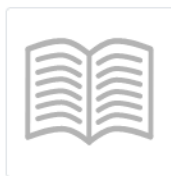
UNamur - Droit: Bibliothèque Emprutable 2 exemplaires

Cote DA 3/56
Unité V.2
Code-barres 20304975
Statut ● disponible

Cote DA 3/56
Unité V.1
Code-barres 20304896
Statut ● disponible

DC 13 Libertés publiques

Cote : [DC 13/75](#)



livre, texte

Dictionnaire du droit des religions

Messner, Francis, 19... (éditeur intellectuel)

Paris : CNRS éditions, 2022

876 pages

Abattage rituel, financement des cultes, funérailles et inhumations, jours fériés, laïcité, prescriptions alimentaires et vestimentaires, statut des cultes, place des femmes dans les organisations religieuses... De l'Europe à l'Asie en passant par le continent américain, l'Afrique et l'Océanie, ce dictionnaire du Droit des Religions propose un panorama complet de la gestion du fait religieux par les pouvoirs publics. Il a également pour ambition de présenter les relations tissées, au cours des siècles, entre droits confessionnels propres à chaque religion, droits nationaux et droit international.

Rédigés par les meilleurs spécialistes français et étrangers, juristes, sociologues, politologues et canonistes, les articles réunis dans cet ouvrage offrent à la fois une présentation d'ensemble, des perspectives comparatives et des clés de compréhension des débats et enjeux actuels liés aux régulations normatives du phénomène religieux dans des sociétés en pleine mutation.

Entièrement revu et actualisé, ce volume sans équivalent est un guide indispensable pour comprendre l'évolution des activités et des institutions religieuses ainsi que leur prise en compte par les pouvoirs publics dans le cadre du pluralisme normatif contemporain.

Obtenir

Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Emprutable 1 exemplaire

Cote DC 13/75
Code-barres 20304974
Statut ● disponible

Cote : [DC 13/74](#)



livre, texte

La neutralité en eaux troubles : regard sur le modèle belge de neutralité à travers la jurisprudence des juridictions suprêmes

Uyttendaele, Marc, 19... (auteur)

Limal : Anthemis, 2023

263 pages

Il est permis d'interdire ! Un plaidoyer pour une neutralité de l'État au contenu juridique clairement défini

Le principe de neutralité est, en Belgique, source de constantes polémiques dans la société, le monde politique et l'univers juridique. Le débat se focalise sur le port des signes convictionnels et particulièrement sur celui du foulard islamique. Se posent des questions de principe dont la plus importante est de savoir si la liberté de religion doit bénéficier d'un traitement privilégié par rapport aux autres droits et libertés et si la lutte contre les discriminations consiste à permettre à chacun d'adopter le comportement qui épouse au plus près ses convictions ou s'il faut édicter des règles générales applicables à tous impliquant des concessions réciproques.

L'auteur analyse cette question à travers la jurisprudence des juridictions suprêmes nationales et internationales, dans l'enseignement, l'administration publique, le secteur privé et l'espace public. Sa conclusion sur le port des signes convictionnels est sans appel : « Il est permis d'interdire ». La Belgique, pays dans lequel il n'existe pas de religion d'État, place sur le même pied la liberté de culte et la liberté de manifester ses opinions en toute matière. Ce qui est autorisé ou interdit au nom de la liberté de la religion doit l'être au nom de n'importe quelle opinion philosophique, politique ou idéologique.

Au-delà de la réflexion sur le port de signes convictionnels, l'auteur, qui s'autorise quelques digressions sur des épisodes nationaux, sur le modèle français ou sur le modèle canadien, explore les contours de neutralité de l'État en Belgique, en ce qu'elle se différencie de la laïcité à la Française. Sa conclusion est nette : le modèle belge est carbonisé. Au regard de la jurisprudence internationale, l'autorité publique ne peut plus s'autoriser à financer certains cultes, et ne pas en financer d'autres. Il ne peut plus non plus être question de réserver un sort favorable au culte catholique qui n'a d'autre légitimité – et une légitimité bien insuffisante – que son ancrage historique.

L'auteur estime qu'il convient désormais de traduire dans la Constitution non seulement la primauté de la loi civile sur la loi religieuse, mais également une neutralité de l'État au contenu juridique clairement défini, à savoir la liberté de chacun de vivre, dans la sphère intime, dans le respect de ses convictions religieuses ou philosophiques et l'interdiction de toute ingérence de l'État dans les cultes. L'État est le bien de tous. Il doit être neutre et impartial dans son action comme dans son apparence, dans ses contacts avec les citoyens comme dans son fonctionnement interne.

Obtenir

Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Emprutable 1 exemplaire

Cote	DC 13/74
Code-barres	20304966
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Jurisquare
Statut	● disponible

Vulnérabilités et Sociétés

VS 30 Aide sociale et protection sociale

Cote : [VS 37/20](#)



livre, texte

Le bail de logement social (et assimilé) à Bruxelles et en Wallonie

Bernard, Nicolas, 1971-...., juriste (auteur)

Bruxelles : Larcier, 2023

488 pages

Si le logement social est une figure relativement bien connue, son bail l'est nettement moins. Sa singularité se renforce par le double fait que le contrat-type applicable déroge très largement (sinon entièrement) au bail d'habitation classique et qu'il est totalement soustrait à l'autonomie contractuelle des parties. Pourtant, des centaines de milliers de locataires y sont assujettis (rien que pour Bruxelles et la Wallonie), ce qui suscite d'ailleurs son lot de contentieux en justice.

Il semble essentiel dès lors de braquer le projecteur sur ce véhicule juridique méconnu, afin de doter les praticiens d'un outil à même de les aider à s'orienter dans les arcanes de cette matière technique et complexe.

Et cette focale s'indique d'autant plus que les réglementations ont connu des évolutions notables, avec notamment l'apparition, à côté du logement social sensu stricto, des logements modérés et moyens à Bruxelles et, en Wallonie, des logements à loyer d'équilibre et des logements sociaux étudiants.

Déjà auteur du Bail d'habitation dans les trois Régions (Larcier, 2020), ouvrage centré sur le marché locatif privé et les législations ayant régionalisé le bail d'habitation, Nicolas Bernard prolonge cette veine comparatiste en passant au crible cette fois les normes applicables au logement social, tant en Wallonie qu'en Région bruxelloise.

Obtenir

Description

▼ UNamur - Droit: VS

Empruntable

1 exemplaire

Cote	VS 37/20
Code-barres	20304977
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Strada Lex
Statut	● disponible

Droit Européen

AE 101 Droits de l'homme

Cote : [AE 101/522](#)



livre, texte

Droit de l'Union européenne des droits fondamentaux

[Tinière, Romain, 1978-....](#) (auteur); [Vial, Claire, 1973-....](#) (auteur)

Bruxelles : Bruylant, 2023

746 pages

Ce manuel a pour objet d'étude le droit de l'Union européenne des droits fondamentaux. Située au carrefour du droit de l'Union européenne et du droit des libertés fondamentales, la matière permet de prendre la mesure des progrès accomplis par l'Union dans sa construction d'un système de protection des droits fondamentaux et d'en présenter les principaux aspects.

Le fonctionnement de ce système est l'objet de la première partie du présent ouvrage, permettant d'évoquer les valeurs fondatrices de l'Union, les sources de protection (comprenant le droit dérivé), ses acteurs (juridictionnels comme non-juridictionnels) et ses modalités d'application (complexes). La seconde partie est consacrée quant à elle aux droits garantis par l'Union à partir de la présentation des différents droits consacrés par la Charte des droits fondamentaux. Ce sont ainsi tant les droits substantiels – droits civils et politiques, droits et principes économiques et sociaux – que les droits procéduraux qui sont envisagés en mettant l'accent sur leur application par la Cour de justice et les juridictions nationales.

Obtenir Description

UNamur - Droit: Bibliothèque Empruntable 1 exemplaire

Cote	AE 101/522
Code-barres	20304979
Note générale	Egalement disponible en ligne sur Strada Lex
Statut	● disponible